



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Qualité de l'air - Convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Sur le territoire métropolitain, les niveaux de concentration en polluants atmosphériques dépassent de manière ponctuelle les seuils réglementaires, aujourd'hui en vigueur, mais sont, sur la quasi-totalité du territoire supérieurs aux nouvelles recommandations OMS établies à l'automne 2021. L'amélioration de la qualité de l'air est donc un axe majeur de la politique métropolitaine formalisée via son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) agissant entre autres sur les secteurs des mobilités, du résidentiel et de l'agriculture. La gratuité progressive des transports en commun, la mise en place d'une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m), la rénovation énergétique du patrimoine résidentiel ou encore l'aménagement des quartiers apaisés et d'incitation à une mobilité plus vertueuse en sont des actions phares.

Aujourd'hui, ATMO Occitanie se voit confier par l'État, comme chaque Association de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), via l'arrêté du 16 avril 2021 entre autres les missions suivantes :

- La surveillance et l'évaluation de la qualité de l'air ambiant ;
- La prévision de la qualité de l'air ;
- Une information quotidienne aux préfets sur la qualité de l'air, observée et prévisible en cas d'épisode de pollution atmosphérique ou une alerte en cas d'identification d'un épisode de pollution atmosphérique pouvant être consécutif à un incident ou un accident technologique ;
- Une information quotidienne grand public sur la qualité de l'air et sur les recommandations préfectorales en cas d'épisode de pollution ;
- La réalisation d'un inventaire régional spatialisé des émissions primaires des polluants atmosphériques et de leurs précurseurs ;
- L'évaluation de l'impact sur la qualité de l'air des réductions d'émissions de polluants atmosphériques générées par les plans de protection de l'atmosphère lors de leur élaboration, évaluation ou révision ;
- La mise à disposition de toutes les données pour son territoire de compétence via un Open data.

En concertation avec ses membres adhérents, ATMO Occitanie a élaboré en 2017 un Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui définit son projet stratégique. Il se décline en 18 objectifs stratégiques et 5 axes principaux :

- Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air et contribuer aux stratégies nationale et européenne ;
- Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Énergie Santé ;
- Axe 3 : Évaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air ;
- Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations ;
- Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter.

La gouvernance d'ATMO Occitanie est composée de 4 collèges qui sont l'État, les collectivités locales (et leurs regroupements), les industriels et les associations (et personnalités qualifiées santé/environnement). Ces collèges ont vocation à orienter son activité, recenser les besoins de surveillance et convenir ensemble, des moyens donnés pour les satisfaire.

C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite, en partenariat avec ATMO Occitanie, évaluer au mieux le lien entre les politiques publiques mises en œuvre et l'évolution de la qualité de l'air locale. Ce partenariat prendra la forme d'une convention pluriannuelle d'objectifs sur la période 2022-2025 qui remplacera la convention actuellement en vigueur (2020-2022), cette dernière n'étant pas assez dimensionnée au regard de l'éventail des projets à suivre. Son objet est d'assurer le fonctionnement du réseau de surveillance de la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole et de développer le partenariat sur des actions communes. Le programme d'actions proposé par l'association relève de l'intérêt général et s'inscrit dans le cadre de son agrément.

La nouvelle convention a pour objectif :

1. De définir les conditions de renouvellement de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole, au regard de ses compétences, à contribuer au financement du dispositif régional intégré de prévision, suivi, évaluation et scénarisation de la qualité de l'air :
  - i. D'une information quotidienne sur la prévision de la qualité de l'air ;
  - ii. D'une information en cas d'épisodes de pollution départemental ;
  - iii. D'indicateurs d'évolution des émissions de polluants atmosphériques ;
  - iv. D'un bilan annuel de la qualité de l'air et de données cartographiques vectorisées au regard des seuils européen et OMS (2021) ;
2. De définir les conditions de production et interventions d'ATMO Occitanie dans le cadre des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'engagement financier porte d'une part, sur la cotisation annuelle calculée en fonction de la taille démographique de celle-ci. Montpellier Méditerranée Métropole verse dans le cadre de son adhésion, 1 500 € par an à ATMO Occitanie. D'autre part, sur une subvention annuelle qui inclut la participation au dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air et la réalisation d'actions co-construites en lien avec les politiques locales. Le versement de la subvention annuelle de 105 000 € se fera après publication du rapport d'activité annuel d'ATMO Occitanie (cette subvention sera réévaluée annuellement sur la base d'indices détaillés dans la convention).

Des revues de projets et un comité de pilotage annuels permettront de faire le point sur les projets réalisés au cours de l'année et de préparer l'année à venir. En cas de modifications substantielles de la convention un avenant pourra être pris pour y intégrer les nouveaux projets.

La signature de cette nouvelle convention permettra notamment dès juillet 2022 de démarrer les partenariats suivants :

- ZFE-m : suivi de l'impact de la mise en œuvre de la ZFE-m sur la qualité de l'air ;
- PCAET : estimation de l'impact du plan d'actions sur l'évolution des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre par secteur à horizon 2026 (ZFE-m comprise) au regard des objectifs de réduction d'émission fixés par l'État.

Pour les années 2023, 2024 et 2025 de nouveaux sujets pourront être étudiés et explorés :

- Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Suivi et évaluation des actions dans lesquelles la collectivité sera impliquée ;
- Grands projets de transport en commun : estimation de l'impact sur la qualité de l'air de la mise en service de projets structurants de transports en commun (BusTram, ligne 5, extension ligne 1, ...) ;
- Émission polluants atmosphériques/GES du réseau de transport en commun : indicateurs d'émissions du réseau TaM ;
- PLUi : implication d'ATMO Occitanie dans la conception et le suivi de l'impact du document sur la qualité de l'air ;
- Pesticides et perturbateurs endocriniens : mise en place d'un suivi de leur présence dans l'air ambiant et lien avec les différents milieux (sols et eaux) ;
- Végétal et qualité de l'air : étudier l'intérêt de création de barrière végétale et/ou évaluation de l'impact sur la qualité de l'air d'une forêt urbaine/parc.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ATMO Occitanie ;
- D'approuver les modalités de participation financière au budget de fonctionnement versées annuellement par Montpellier Méditerranée Métropole à ATMO Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191124-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 3M 2022-2025\_vok.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.